

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 07 février 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visites d'inspection des 07/10/2022, 08/11/2022 et 05-06/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



BP46 - Rue d'Yprès  
59118 WAMBRECHIES

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\TANK\_Saint-pol-sur-mer\_0007000551\2\_Inspections\2022 12 05 CI Eau  
Code AIOT : 0007000551

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées les 07/10/2022, 08/11/2022 et 05-06/12/2022 dans l'établissement TANK implanté 255 avenue Maurice Berteaux 59430 ST POL SUR MER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite N°1 : La visite d'inspection du 7 octobre 2022 avait pour but de procéder au récolement de l'arrêté de mise en demeure du 4 août 2021 portant sur l'autosurveillance et la gestion des produits chimiques.

Visite N°2 : La visite d'inspection du 8 novembre 2022 se déroule lors du contrôle inopiné sur les rejets aqueux 2022 mandaté par la DREAL. Elle inclut une vérification du respect des engagements pris par l'exploitant à l'issue de la visite de récolement du 7 octobre 2022.

Visite N°3-4 : La visite d'inspection du 5-6 décembre 2022 s'inscrit dans le cadre du second contrôle inopiné sur les rejets aqueux, le contrôle initialement prévu le 8 novembre 2022 ayant dû être reporté en l'absence de rejets.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TANK
- 255 avenue Maurice Berteaux 59430 ST POL SUR MER
- Code AIOT : 0007000551

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TANK exploite une station de lavage de citernes routières et de cuves de 1 000 litres située à Saint-Pol-sur-Mer.

Le site dispose de 2 lignes de lavage pour les citernes alimentaires, une ligne pour les citernes non alimentaires et une ligne pour les fûts et containers.

L'établissement possède une station d'épuration interne qui réalise un prétraitement des effluents industriels avant leur rejet au réseau public.

Les activités sont régulièrement autorisées par un arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juin 1998, modifié par les arrêtés complémentaires des 23 août 2000, 5 avril 2001 et 14 mars 2007.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4/8/21
- Contrôle inopiné sur les rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Equipements des points de prélèvement	AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article 1	APMD	Astreinte	1 mois
4	Stockage de produits chimiques	AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article 1	APMD	Astreinte	1 mois
3	Calage de l'autosurveillance	AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article 1	APMD	Astreinte	1 mois
7	Points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 9.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Caractéristiques des rejets	Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 7.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 10.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Valeurs limites d'émission – pH Température	Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 8.3.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Valeurs limites d'émission – Autres substances polluantes	Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 8.3.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Traitement des GRV	Arrêté Préfectoral du 05/04/2001, article 2.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Registre	Arrêté Préfectoral du 05/04/2001, article 2.2.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
14	Caractérisation des déchets	Code de l'environnement du 17/11/2022, article L.541-7	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect VLE - paramètre SEC (Huiles et graisses)	AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article 1	APMD	Sans objet
5	Éléments de contexte	Autre du 08/11/2022, article /	/	Sans objet
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 4.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection du 07/10/2022, planifiée en accord avec l'exploitant, a mis en exergue un non-respect de la majorité des points de l'arrêté de mise en demeure du 4 août 2021.

A l'issue de cette visite, l'exploitant s'était engagé à modifier sous 15 jours les conditions de stockage de ses produits chimiques et se rapprocher des prestataires compétents pour une mise en conformité de son point de prélèvement.

Il ressort cependant des visites des 08/11/2022, 05/12/2022 et 06/12/2022 les constats suivants :

- De nombreuses capacités de rétention restent insuffisantes et/ou indisponibles.
- En ce qui concerne les équipements du point de prélèvement du rejet 3, l'exploitant s'est partiellement mis en conformité par l'installation d'un débitmètre mais n'a pas apporté la preuve d'une mise en conformité d'un prélèvement asservi au débit et d'un suivi pertinent du pH. Il apparaît en outre des conclusions du contrôle inopiné que le point de prélèvement d'échantillons et de points de mesure n'est pas conforme en termes d'implantation et d'aménagement.
- L'analyse de l'ensemble de la documentation relative à l'autosurveillance met en exergue l'absence de respect du programme d'autosurveillance et de certaines Valeurs Limites d'Emission. Il apparaît en outre que les données d'autosurveillance par l'exploitant sous GIDAF sont fausses eu égard aux résultats présentés dans les bulletins d'analyse et relevés hebdomadaires.
- Le calage de l'autosurveillance n'a pas encore été réalisé.

Les visites ont également mis en exergue que les éléments d'informations préalables exigibles à l'admission des réservoirs ne sont pas disponibles et qu'il n'y avait pas de registre disponible sur le site.

En l'absence de traçabilité des matières ayant été contenus dans les Grands Récipients Vrac (GRV) non vides, une opération exhaustive de caractérisation a été demandée à l'exploitant en vue d'une élimination conforme aux exigences environnementales.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Respect VLE - paramètre SEC (Huiles et graisses)

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet n°3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1 de l'APMD du 4/8/21 – La société TANK exploitant une installation de station de lavage de citernes routières sise 255 rue Maurice Berteaux sur la commune de Saint Pol sur Mer est mise en demeure de respecter les dispositions des articles <b>8.3.3.</b>, 9.3. et 10.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1998 modifié susvisé et celles de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Considérant que l'article 8.3.3. de l'AP 15/6/98 relatif aux substances polluantes stipule :</u></p> <p>« Le rejet de l'effluent 3 doit respecter les valeurs limites supérieures pour le paramètre « huiles et graisses (SEC) en concentration maximale instantanée de 50 mg/l et en flux maximal journalier de 5 kg/jour] » ;</p> <p>SEC : Substances Extractibles au Chloroforme</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier postal du 27 avril 2021, l'exploitant avait justifié ces dépassements en déclarant avoir rencontré de grandes difficultés organisationnelles au cours de l'année 2020 accentuées par le contexte sanitaire (indisponibilité du personnel et difficultés d'approvisionnement des matériels).</p> <p><u>Visite d'inspection du 7/10/22 (visite de récolement) :</u></p> <p>Pour le paramètre SEC (Huiles et Graisses), l'analyse des données enregistrées sur la plateforme GIDAF met en exergue une <b>conformité des rejets sur ce paramètre pour l'année 2021 et au 1er semestre 2022, à la fois en concentration comme en flux.</b></p> <p>L'inspection note cependant qu'au cours des 12 derniers mois, il manque 4 analyses sur les 12 attendues (pas d'analyses pour les mois de septembre 2021, octobre 2021, décembre 2021 et janvier 2022).</p> <p><b>NC 1 - Le non-respect du programme de surveillance est traité au point de contrôle 9.</b></p>
<p><b>Observations :</b> Rappels des constats de la visite d'inspection 2021.</p> <p><i>Sur le paramètre SEC (huiles et graisses), une valeur de 57 mg/l en DCO a été constatée pour une VLE en concentration à 50. L'exploitant n'a pas justifié ce dépassement.</i></p> <p><i>Le rapport du contrôle inopiné met en exergue une valeur en concentration de 1 560 mg/l pour 50 mg/l et 27,57 kg au lieu des 5 kg autorisés.</i></p> <p><i>2021 Février – NC n° 1 : l'exploitant justifiera les dépassements constatés en 2020 sur le paramètre SEC et transmettra le plan d'actions associé pour éviter son renouvellement.</i></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Levée APMD sur ce point
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 2 : Equipements des points de prélèvement</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Equipements des points de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Article 1 de l'APMD du 04/08/2021 – La société TANK exploitant une installation de station de lavage de citernes routières sise 255 rue Maurice Berteaux sur la commune de Saint-Pol-sur-Mer est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.3.3., <b>9.3.</b> et 10.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1998 modifié susvisé et celles de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Considérant que l'article 9.3. de l'AP 15/06/1998 relatif à l'équipement des points de prélèvement stipule :</u>  Avant rejet dans le réseau d'assainissement, l'ouvrage d'évacuation du rejet 3 doit être équipé des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants :  - un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons à une température de 4°C ;  - un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement ;  - un pH-mètre en continu avec enregistrement.</p> <p><b>Constats :</b>  1) Au cours de la <u>visite d'inspection du 7 octobre 2022</u>, l'inspection a constaté que les conditions de prélèvement et de conservation de l'échantillon ne correspondaient pas à la norme.  L'échantillonnage est réalisé via un préleveur asservi au temps et non au débit, dans un réfrigérateur « aménagé » où la température est contrôlée via un thermomètre affichant 15 degrés le jour de l'inspection avec un seau fermé faisant office de contenant.</p> <p>Plusieurs relevés des paramètres débit et pH sont disponibles sur le site : sur l'automate en salle à l'étage de la station et au pied des bassins.  En ce qui concerne le débit, la mesure affichée sur l'automate (1,78 m3/h) ne correspond pas à la valeur de débit affichée au pied des bassins, prise comme valeur de débit pour les déclarations (5,47 m3/h) (avec étalonnage réalisé en juin 2021).</p> <p>Pour le pH, deux valeurs sont également disponibles, l'une relevée à 7,45 sur l'automate pour une température de 20,05°C, l'autre 7,63 sur l'appareil BAMOCOR pour une température de 20,1 °C (à proximité immédiate du préleveur). Elles sont cohérentes.</p> <p>L'automate relève enfin des valeurs de totalisation instantanée et journalière différentes entre l'automate et au pied des bassins.  Total - 97 882,51 m3 contre 84 810,9 m3 sur l'automate.  Total à la journée - 23,34 m3 contre 1,4 m3 sur l'automate.</p> <p>L'enregistrement en continu des données relatives au pH et au débit n'a pas pu être présenté le jour de l'inspection mais a bien été transmis postérieurement à l'inspection.  Il met en exergue les mêmes différences que celles préalablement explicitées.</p> <p><b>A la date de la visite de récolement du 7 octobre 2022, les dispositions fixées par la norme relative au prélèvement et à la conservation de l'échantillon n'étaient pas respectées.</b></p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection un bon de commande daté du 21 octobre 2022, référencé SP 22 2021-3, auprès de la société BAMO informant de l'acquisition d'un nouveau débitmètre qui permettra un asservissement du prélèvement au débit.</p> <p>Il a précisé par courriel du 27 octobre 2022 qu'une livraison du matériel était attendue pour le 2 novembre pour une installation le 7 novembre 2022.  En ce qui concerne la température de conservation des échantillons, l'exploitant a déclaré avoir changé le thermomètre et s'assurer d'un maintien de la température à 4°C.</p>



## 2) Inspection inopinée du 8 novembre 2022 en collaboration avec le laboratoire agréé SGS

L'inspection constate que l'exploitant réalise ses mesures de débit en sortie du dernier bassin après le clarificateur via un nouvel appareil de mesure qui est cours de paramétrage (station à l'arrêt). L'exploitant a déclaré que le nouveau paramétrage permettra d'une part de reporter/afficher les informations en salle de contrôle avec enregistrement en continu et d'autre part d'asservir le prélèvement au débit et non plus au temps.

Le pH fait l'objet de mesures en continu avec une sonde immergée dans le dernier bassin après le clarificateur avec report des informations sur l'écran de contrôle en salle de contrôle et un enregistrement en continu. Pas de relevés en l'absence de rejets (station à l'arrêt).

En ce qui concerne la conservation de l'échantillon dans l'"enceinte réfrigérée", l'inspection a constaté que thermomètre affichait désormais une valeur d'environ 4,5°C.

En l'absence de rejets ce jour là, l'ensemble des points n'a pas pu être contrôlé.

### Inspections inopinées du 5 et 6 décembre 2022

- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons à une température de 4°C ;

La température de 4°C est respectée dans l'enceinte réfrigérée.

En ce qui concerne l'asservissement du prélèvement au débit, il n'a pu être démontré lors du contrôle inopiné.

L'inspection avait en effet autorisé l'exploitant à profiter de ce contrôle inopiné pour réaliser son calage de l'autosurveillance annuel. Cependant, il a été constaté le 6 décembre par l'exploitant en notre présence que le récipient d'échantillonnage était resté vide malgré le lancement de l'opération.

- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement ;

L'exploitant n'a pas transmis les enregistrements demandés pour le débit.

- un pH-mètre en continu avec enregistrement.

L'exploitant n'a pas transmis les enregistrements demandés pour le pH.

De plus, le 5 décembre, en amont du lancement du contrôle inopiné, la sonde pH-mètre de l'exploitant située dans le bassin après traitement et avant rejet au réseau, affichait une valeur de 10,05.

Afin de s'assurer de la fiabilité de cette mesure, le laboratoire SGS a réalisé une mesure de pH dans le même bassin (sur effluent décanté depuis plus de 48H). L'appareil affichait une valeur de 7,03.

Comme évoqué avec l'exploitant le 6 décembre 2022, le laboratoire alerte l'exploitant sur la forte probabilité selon laquelle l'appareil, dont la sonde est restée à l'air libre, soit désormais défectueux.

**L'exploitant remplacera le matériel défectueux et modifier ses conditions d'exploitation pour éviter ce type de dérive.**

**NC 2 - Le respect des dispositions de l'article 9.3. de l'AP 15/06/1998 ne sont pas démontrées à la date du 6 décembre 2022.**

**Compte tenu des suites administratives déjà en cours (APMD 05/08/2021), il est proposé une astreinte administrative de 28 euros par jour.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 1 mois

<b>N° 3 : Calage de l'autosurveillance</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Calage de l'autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1 de l'APMD du 04/08/2021 – La société TANK exploitant une installation de station de lavage de citernes routières sise 255 rue Maurice Berteaux sur la commune de Saint-Pol-sur-Mer est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.3.3., 9.3. et <u>10.2</u> de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1998 modifié susvisé et celles de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Considérant que l'article 10.2. relatif au calage de l'autosurveillance stipule :</p> <p>Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Visite d'inspection du 7 octobre 2022</u></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le courriel adressé par le laboratoire WESSLING à l'exploitant pour justifier des agréments pour l'analyse des paramètres à suivre dans le cadre de l'autosurveillance.</p> <p>Au cours de l'inspection du 7 octobre 2022, l'inspection a souligné que certains paramètres ne semblent pas repris / justifiés dans les agréments / accréditations du laboratoire dans les eaux résiduaires (DCO et SEC notamment).</p> <p><b>Un positionnement clair du laboratoire est attendu et sera à transmettre à l'inspection par l'exploitant (agrément/accréditation par paramètre et respect des méthodes d'analyses).</b></p> <p>En tout état de cause, il ressort de l'analyse des exigences réglementaires que le calage de l'autosurveillance peut ne pas être réalisé annuellement à la condition que les prélèvements, les mesures et les analyses soient réalisés par un prestataire disposant des agréments et/ou accréditations adéquates.</p> <p>Dans la mesure où le laboratoire Wessling réalise uniquement les analyses sur l'échantillon réalisé puis transmis par l'exploitant, l'exploitant doit ainsi procéder à un calage de son autosurveillance à la fois sur le prélèvement, les mesures et les analyses.</p> <p>Ce calage apparaît d'autant plus nécessaire que les <u>conditions de prélèvement et de conservation de l'échantillon ne sont à ce jour pas respectées (cf point de non-conformité 2).</u></p> <p><b>NC 3 - Le calage de l'autosurveillance n'était pas réalisé à la date de la visite de récolement du 7 octobre 2022.</b></p> <p>Au cours de cette visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant de contractualiser dans les meilleurs délais la réalisation d'un calage de l'autosurveillance pour l'année 2023 auprès d'un prestataire justifiant des agréments/accréditations adéquates.</p> <p>En réponse, l'exploitant a transmis par courriel du 21 octobre 2022 un bon de commande SP 22 2021-3 daté du 21 octobre 2022 pour le calage de l'autosurveillance 2022 auprès du laboratoire Flandre Analyses.</p> <p>L'inspection avait pris note des engagements de l'exploitant pour se mettre en conformité quant à la réalisation d'un calage annuel de l'autosurveillance.</p> <p><b>A la date du 6 décembre 2022, le calage n'était pas réalisé.</b></p>



L'exploitant réalisera ce calage avec prévenance préalable de l'inspection en justifiant les agréments/accréditations du laboratoire sur l'ensemble des paramètres. Les résultats de ce calage seront à saisir par l'exploitant sur la plateforme GIDAF.

Compte tenu des suites administratives déjà en cours (APMD 05/08/2021), il est proposé une astreinte administrative de 17 euros par jour.

**Observations :** L'inspection a précisé lors de la visite du 7 octobre 2022 que les futurs contrôles inopinés pourront faire office de mesures comparatives et répondre à l'exigence de réalisation d'un calage de l'autosurveillance.

Il conviendra dans ce cas de veiller à ce que les échantillonnages soient réalisés de façon simultanée.

Au cours de la visite d'inspection du 5 décembre relative au contrôle inopiné, l'inspection avait autorisé, verbalement et par courriel, la possibilité de réaliser le calage de l'autosurveillance lors du contrôle inopiné. L'opération initiée par l'exploitant a échoué (pas d'échantillonnage).

**Type de suites proposées :** Astreinte administrative

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>N° 4 : Stockage de produits chimiques</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 04/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 1 de l'APMD du 04/08/2021</p> <p>"La société TANK exploitant une installation de station de lavage de citernes routières sise 255 rue Maurice Berteaux sur la commune de Saint-Pol-sur-Mer est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.3.3., 9.3. et 10.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1998 modifié susvisé et celles de l'article <b>25</b> de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté".</p> <p>Considérant l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 qui dispose :</p> <p>«I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...].</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>— dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p>[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]</p> <p>III.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés dont la température d'ébullition à pression atmosphérique est supérieure à 0° C) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>1) Visite d'inspection du 7 octobre 2022</u></p> <p><u>Rétention extérieure couverte :</u> Afin de gérer les incompatibilités entre produits, l'exploitant a mis en place un mur de séparation sur l'aire de rétention extérieure pour le stockage des acides et les bases. La rétention, initialement commune, a également fait l'objet d'une séparation. L'exploitant a déclaré des volumes susceptibles d'être stockés sur cette zone de : Stockage des acides : 500 litres (0,5 m3) pour un volume de rétention de 2,1 m3 Stockage des bases : 1 m3 pour un volume de rétention de 1,92 m3. Les volumes de rétention sont conformes à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.</p> <p><u>Rétention intérieure :</u> La vérification a été menée par sondage. Dans le local des pompes, l'inspection a relevé une rétention dont le volume est inférieur à la quantité stockée. Il a été en effet constaté 5 bidons de 200 litres du produit PRO 400 de chez CID LINES (nettoyant acide fortement concentré) sur une rétention dont la capacité a été <u>estimée</u> comprise entre 185 et 276 litres par l'exploitant (dimensions 160 x 120 x 16 cm avec caillebotis). De plus, au jour de l'inspection, ce bac de rétention était complètement rempli d'eau en raison</p>

d'une fuite d'eau à proximité qui s'y écoulait.

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a déclaré avoir vidé cette rétention et réduit les volumes de stockage de ses produits (1 seul bidon de 200 litres). Il a déclaré avoir mis en place un affichage pour alerter le personnel pour le bon respect de cette disposition.

#### GRV à l'extérieur :

En ce qui concerne les GRV (Grands Récipients Vrac) en attente de lavage sur l'aire dédiée, les GRV visibles étaient peu nombreux et vides au jour de l'inspection.

#### Visite d'inspection inopinée du 8 novembre 2022

L'inspection a constaté des non-conformités similaires aux inspections précédentes.

1) Dans le local pompes, 4 bidons de 200 litres de produit corrosif "PRO 400 chez CIDLines" étaient de nouveau stockés sur la capacité de rétention alors que cette dernière ne dispose pas du volume réglementaire de 800 litres.

L'affichage annoncé par l'exploitant suite à la visite du 7 octobre 2022 n'avait pas été mis en œuvre sur le terrain et l'information du personnel non réalisée.

Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 14 novembre 2022 un bon de commande pour deux équipements de stockage de produits chimiques sans transmettre le descriptif demandé.

Il a précisé par courriel du 29 novembre 2022 que les capacités de rétention de 287 et 423 litres seraient destinées aux stockages des bidons de 200 litres en salle des pompes.

#### 2) Aire GRV

Une centaine de Grands Récipients Vrats (GRV) étaient cette fois présents, une vingtaine d'entre eux était partiellement ou totalement pleins et sans étiquetage spécifique.

Ces GRV non vides étaient stockés sans rétention, sur une aire imperméabilisée, dont les eaux collectées sont susceptibles de rejoindre le réseau d'eaux pluviales.

L'exploitant s'était engagé à procéder à leur élimination dans les meilleurs délais après caractérisation préalable.

#### Visite d'inspection des 5 et 6 décembre 2022

L'inspection a de nouveau constaté des non-conformités similaires aux inspections précédentes. L'ensemble des locaux a été visité et a mis en exergue de nombreux récipients sans rétention ou avec rétentions indisponibles (pleines d'eau) et/ou sous-dimensionnées. Sur l'aire extérieure, certains GRV étaient pleins et sans informations sur leur contenu.

Quelques constats ont été mis en exergue sur la planche photographique en annexe 2.

**NC 4 - Les conditions d'exploitation ne respectent pas les dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.**

**Compte tenu des suites administratives déjà en cours (APMD 05/08/2021), il est proposé une astreinte administrative de 56 euros par jour.**

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Éléments de contexte

<b>Référence réglementaire :</b> Autre – à la date du 08/11/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
<b>Constats :</b> ) Le contrôle inopiné EAU de l'année 2020 a été réalisé en date du 25 au 26 mai 2020.  2) Il a mis en évidence les dépassements et gros dépassements suivants :  - 1 dépassement de la VLE : paramètre DCO * Une concentration de 3007 mg/l en DCO est relevée pour une VLE en concentration fixée à 2 000 mg/l (valeur en flux respectée 17.76 pour 200 kg). - 2 dépassements de 2 x VLE : paramètres MES et SEC (huiles et graisses) * Une concentration de 1 800 mg/l en Matières en Suspension (MeS) est relevée pour une VLE en concentration fixée à 600 mg/l soit 3 fois la VLE (valeur en flux respectée de 31.8 pour 60 kg). * Une concentration de 1 560 mg/l en Substances Extractibles au Chloroforme (SEC) est relevée pour une VLE en concentration fixée à 50mg/l soit <b>31 fois la VLE en concentration</b> . Une valeur en flux de 27.56 kg en Substances Extractibles au Chloroforme (SEC) est relevée pour une VLE en flux fixée à 5 kg soit <b>5 fois la VLE en flux</b> .  3) Pour le contrôle inopiné du 8 novembre 2022, l'exploitant a déclaré en début de contrôle que la station de traitement était à l'arrêt en raison d'une intervention de maintenance (pas de rejets).  4) Pour le contrôle inopiné du 5 décembre 2022 et à l'arrivée de l'inspection et du laboratoire vers 9H, l'exploitant a déclaré que la station était à l'arrêt et qu'il n'y avait aucun rejet. L'inspection a <b>pourtant constaté un rejet dans le puisard immédiat en sortie de station pour un débit affiché de 0,388 m3/h ce qui représente un volume journalier de 9,3 m3/jour.</b> <b>Demande 1 - Ce point sera à justifier par l'exploitant.</b>  Des rejets sont enregistrés à partir de 13H (mise en route de la station sur le poste de l'après-midi).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 6 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.  Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection inopinée du 8 novembre 2022, l'exploitant a présenté un plan des réseaux référencé "plan d'assainissement" daté du 27 avril 2021.  Sur le plan figurent deux réseaux : le réseau d'assainissement des eaux pluviales et celui des eaux usées. Il est important de noter que les réseaux sont communs avec la société de transports BECQUET partageant l'emprise foncière historique.  Les différents puisards y sont repérés et caractérisés. En ce qui concerne les points de rejet, le plan semble mettre en exergue le point de rejet EP13 pour le réseau d'eaux pluviales ( <b>le point de rejet pour les puisards EU27 à 29 sera à préciser</b> ) et le EU21 pour le rejet du réseau des eaux usées. En l'absence de personnel compétent disponible, il n'a pas été possible de confirmer la localisation et le nombre de points de rejets.  Il conviendrait de repérer de manière précise les points de rejet des 3 types d'effluents autorisés.  Le point de rejet des eaux usées (rejet 3), objet du contrôle, n'a pas pu être visité le jour de l'inspection.  L'analyse du plan met en exergue que le point de rejet final est commun avec la société de transport BECQUET, cette dernière étant à l'origine de rejets d'eaux usées.  <b>Demande 2 : le point de rejet pour les puisards EU27 à 29 est à préciser sous un mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 7 : Points de prélèvements</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement des ouvrages de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.</p> <p>Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite en amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par les seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.</p> <p>Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La <u>visite d'inspection du 8 novembre 2022</u>, en présence du laboratoire SGS, a porté uniquement sur le rejet de l'effluent 3 relatif aux eaux résiduaires.</p> <p>Il a été vu que l'exploitant réalise sa mesure de débit en sortie du dernier bassin après le clarificateur via un nouvel appareil, un débitmètre de type électromagnétique normalisé. Le laboratoire SGS a précisé en visite que ce type d'appareil permettait de s'affranchir des contraintes imposées en termes de section.</p> <p>Le pH et la température font l'objet de mesures en continu avec des sondes immergées dans le dernier bassin après le clarificateur.</p> <p>En ce qui concerne la prise d'échantillon, il effectue sa prise dans le dernier bassin après le clarificateur.</p> <p><b>Cependant, l'exploitant n'a pas aménagé de point de prélèvement spécifique d'échantillons et de points de mesure.</b></p> <p>Les mêmes constats ont été faits lors de la visite des 5-6 décembre 2022 en présence du laboratoire agréé.</p> <p>Cette absence d'aménagement du point de prélèvement ne permet pas au laboratoire agréé une intervention facilement accessible, sécuritaire et représentative (cf annexe 1 -rapport SGS MS22-06898 relatif au contrôle inopiné des 5-6 décembre 2022).</p> <p><b>NC 5 – L'exploitant ne satisfait pas aux dispositions de l'article 9.2. de l'arrêté Préfectoral du 15/06/1998 relatif à son ouvrage de rejet.</b></p>
<p><b>Observation :</b></p> <p>Lors de la visite du 8 novembre 2022, après étude du plan des réseaux, pour permettre la réalisation d'un contrôle et garantir une représentativité des rejets de la station de traitement pour le contrôle inopiné (sans prendre en compte les rejets de l'entreprise voisine), il a été défini, en lien avec le laboratoire agréé, un point de prélèvement et de mesures en amont dans le puisard numéroté EU8, qui permet de ne pas prendre en compte les rejets de la société de transports au Nord du site (se déversant dans EU5) et les rejets de la société de transport Becquet au Sud (en EU7).</p> <p>A noter que les conditions ne permettent pas une mesure de débit normalisée pour le laboratoire</p>



SGS, seule une estimation du débit est possible.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Caractéristiques des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet N°3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents rejetés doivent être exempts :  - de matières flottantes,  - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,  - de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>1) Il n'y avait aucun rejet le jour de la visite du 8 novembre 2022.</p> <p>2) Les rejets des visites du 5 et 6 décembre 2022 sont apparus quant à eux de couleur marron, boueux et très chargés en matières en suspension.</p> <p>Une vérification visuelle de l'état des bassins et organes de traitement de la station a été réalisée.</p> <p>Elle a mis en exergue des bassins très chargés en boues/croûtes de boues en surface, avec présence de nuisances olfactives, avec un clarificateur très chargé alimentant le dernier bassin avant un rejet très chargé en boues également (Annexe 2 – planche photographique des rejets et de l'état de la station).</p> <p><b>NC 6 – Les effluents rejetés des 5 et 6 décembre 2022 ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 7.4. de l'arrêté Préfectoral du 15/06/1998</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 10.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article 10 – Surveillance des rejets

10.1. - Autosurveillance

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après :

Rejet de l'effluent n° 3 :

PARAMETRES	FREQUENCE	METHODES DE MESURE
PH	En continu	pH-mètre
MES	Hebdomadaire	NFT 90105
DCO	Hebdomadaire	NFT 90101
DBO <sub>5</sub>	Hebdomadaire	NFT 90 103
Hydrocarbures totaux	Hebdomadaire	NFT 90 114
Huiles et graisses (SEC)	Mensuelle	-
Métaux	Mensuelle	NFT 90 112

**Constats :**

1) L'inspection du 7 octobre 2022 a mis en évidence le non-respect du programme de surveillance pour le paramètre SEC (Huiles et graisses).

L'inspection a noté en effet qu'au cours des 12 derniers mois, il manque 4 analyses sur les 12 attendues (pas d'analyses pour les mois de septembre 2021, octobre 2021, décembre 2021 et janvier 2022).

2) Il ressort également des visites d'inspection du 5 et 6 décembre 2022 et de l'analyse des bulletins internes de l'exploitant, un non respect du programme d'autosurveillance.

Paramètres en continu :

- Le **débit et le pH ne font pas l'objet d'un relevé systématique** sur le bulletin journalier. Les enregistrements prescrits n'étaient pas disponibles et ne sont pas exploités dans la conduite de la station de traitement.

Paramètres en suivi hebdomadaire (MES/DCO/DBO5/HT)

La plateforme GIDAF met en exergue **33% d'analyses manquantes** sur ces 4 paramètres au cours des 12 derniers mois.

Paramètres en suivi mensuel (SEC et métaux)

Il n'a pas eu d'analyses pour les mois de septembre 2021, octobre 2021, décembre 2021 et janvier 2022 **soit 33% d'analyses manquantes**.

L'exploitant a déclaré avoir recruté une nouvelle personne en mars 2022 chargée de veiller au respect des fréquences du programme d'autosurveillance.

La consultation de la plateforme GIDAF met en effet en évidence un retour à la normale sur le

2eme semestre 2022 pour les paramètres en hebdomadaire et mensuel.

**Toutefois, les visites d'inspection successives mettent en évidence l'absence d'un suivi en continu des paramètres débit et pH.**

**NC 7 – L'exploitant ne respecte pas le programme d'autosurveillance prévu à l'article 10.1 de l'arrêté préfectoral du 15/06/1998.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 8.3.2. Température, pH et couleur Température < 30°C 5,5 < pH < 8,5 [...]
<b>Constats :</b>  <u>Visite d'inspection du 5-6 décembre 2022</u>  <u>1) Données exploitant</u>  L'analyse des bulletins hebdomadaires (annexe 4 – bulletins hebdomadaires) met en exergue des valeurs de pH non conformes. Des valeurs supérieures à 8,5 sont relevées. Par sondage, l'inspection a analysé le bulletin du mois de septembre. <b>On y relève 18 valeurs de pH non-conformes sur 21 résultats, avec une valeur maximale à 11,99 le 16/09/22.</b>  Ces résultats ont été comparés avec les valeurs saisies sur la plateforme GIDAF, plateforme n'ayant pointé aucune non-conformité (annexe 5 – résultats GIDAF du mois de septembre).  <b>Il ressort de cette comparaison que les valeurs saisies sur GIDAF ne sont pas celles reprises sur les enregistrements de l'exploitant.</b> <b>Interrogée le jour de la visite du 6 décembre 2022, la représentante de l'exploitant n'a pas souhaité s'exprimer sur ces déclarations fausses.</b>  En annexe 6, un tableau affiche la comparaison entre les résultats du pH et du débit des relevés réels de l'exploitant de ceux déclarés dans GIDAF. <b><u>Ce tableau fait clairement apparaître de fausses déclarations.</u></b>  De même, par sondage, l'examen des rapports d'analyse hebdomadaires et mensuels du mois de septembre fait apparaître <b>une valeur de pH à 2,3 le 7 septembre 2022 (alors que la valeur saisie dans GIDAF est de 7,95 et de 11,95 sur le relevé journalier !).</b>  Il n'y a pas de relevé de température.  <u>2) Données extraites du rapport du contrôle inopiné</u>  L'analyse des enregistrements du laboratoire met en exergue le non respect des valeurs limites autorisées pour le paramètre pH. Le paramètre température est respecté.  On relève une valeur en <b>pH à 11,1 pour une valeur maximale autorisée à 8,5.</b> Le paramètre température est respecté.  <b>NC 8 - La fourchette de valeurs limites pour le pH n'est pas respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 11 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 8.3.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  8.3.3. Substances polluantes Le rejet de l'effluent n°3 doit respecter les valeurs limites supérieures suivantes :  Annexe 3 – page 13 et 14 de l'arrêté préfectoral du 15/06/1998
<b>Constats :</b>  <b>Visite d'inspection du 5-6 décembre 2022</b>  <u>Résultats d'autosurveillance :</u>  Par sondage, l'analyse des résultats du mois d'octobre 2022 met en exergue des dépassements en concentration sur les paramètres MES, zinc, plomb et fer+aluminium pour des concentrations respectives à 920 mg/L pour une VLE à 600 mg/L, 15 mg/L pour une VLE à 2 mg/L et 0,65 mg/L pour une VLE à 0,5 mg/L et 7,1 pour une VLE à 5 mg/L (annexe 7 – rapport d'analyses Eurofins du 5 octobre 2022). Les flux sont également tous dépassés pour ces paramètres. Le paramètre SEC a fait l'objet d'un faible dépassement en concentration (52 mg/L pour une VLE à 50 mg/L) mais sans dépassement du flux autorisé.  Il apparaît par ailleurs que les conditions de réalisation et de conservation des échantillons transmis ne sont pas respectées. Pour exemple, sur le mois de septembre 2022, <b>des températures de réception élevées (&gt; 8 : 15,9, 11,5, 8 ...), des dépôts et les dilutions nécessaires ont amené le laboratoire à émettre des réserves sur les résultats de plusieurs paramètres (HCT, métaux ...)</b> (cf alertes du laboratoire Wessling en charge des analyses).  <u>Contrôle inopiné :</u>  Lors du contrôle inopiné, le dysfonctionnement de la pompe de relevage du site a entraîné une montée en charge dans le réseau, qui n'a pas permis de réaliser un échantillonnage représentatif. Aucune analyse n'a ainsi pu être réalisée et le respect des VLE en concentration et en flux n'a pas pu être établi.  <b>Outre les fausses déclarations identifiées, l'inspection émet ainsi des réserves sur les résultats d'analyses eu égard aux mauvaises conditions d'échantillonnage et de conservation.</b>  <b>NC 9 - Les VLE en concentration et en flux ne sont pas respectées pour les paramètres MES, zinc, plomb et fer+aluminium.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 12 : Traitement des GRV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2001, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les citernes routières, containers et fûts vides ci-après désignés réservoirs, sont classées en 3 familles selon la nature du produit transporté avant admission au lavage. [...] Un fichier exhaustif des divers produits ayant été contenus dans les réservoirs admis au lavage est disponible dans l'établissement. [...]
<b>Constats :</b>  <u>1) Visite d'inspection inopinée du 8 novembre 2022</u>  L'Inspection a constaté la présence de GRV non vides, environ 20 étaient pleins ou partiellement pleins. Joint par téléphone, l'exploitant a reconnu que ces GRV n'étaient volontairement pas visibles le jour de la visite d'inspection planifiée du 7 octobre 2022 et que leur contenu résultait d'un mélange dont il ne connaissait plus l'origine.  Aucun fichier recensant les produits ayant été contenus dans les réservoirs et admis au lavage n'a pu être présenté le jour de la visite.  Il ressort des échanges que le site est amené à recevoir des GRV non vides. L'inspection a rappelé que <b>le site est une installation de lavage de réservoirs et non un centre de transit ou de traitement de déchets.</b>  <u>2) Visite d'inspection inopinée du 6 décembre 2022</u>  Le nombre de GRV avait diminué mais il restait une dizaine de GRV pleins ou à demi-plein. Quelques constats ont été mis en exergue sur la planche photographique en annexe 2.  La consultation du registre de refus ne <u>fait apparaître aucun refus de GRV sur 2022</u> (annexe 8 – Registre des refus).  <b>NC 10 – l'exploitant ne dispose pas de fichier lui permettant de recenser les produits ayant été contenus dans les réservoirs et admis au lavage.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2001, article 2.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient en temps réel un registre dans lequel les informations minimales suivantes concernant les réservoirs lavés sont indiquées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- date et heure du lavage,</li> <li>- nom du propriétaire et de l'éventuel affréteur,</li> <li>- numéro d'immatriculation (pour les citernes routières),</li> <li>- désignation du dernier produit transporté (ou des derniers produits transportés dans le cas d'une citerne multi-compartiments),</li> <li>- numéro de la fiche de sécurité définie au paragraphe 2.2 ci-dessus</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>1) Visite d'inspection inopinée du 8 novembre 2022</u></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des éléments du registre pour les GRV constatés sur l'aire de stockage extérieure.</p> <p>L'exploitant a déclaré que les GRV faisaient l'objet d'un lavage sans que le personnel ne dispose des informations relatives aux produits y ayant été contenus.</p> <p>2) Aucun registre n'était disponible le 8 novembre 2022, ni le 6 décembre 2022 en présence du représentant de l'exploitant.</p> <p><b>NC 11 - L'exploitant ne tient pas en temps réel de registre dans lequel retrouver les informations minimales concernant les réservoirs lavés.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>N° 14 : Caractérisation des déchets</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/11/2022, article L.541-7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu de fournir les informations nécessaires à leur traitement lorsque les déchets sont transférés à des fins de traitement à un tiers. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>1) Lors de la <u>visite inopinée du 8 novembre 2022</u>, l'Inspection a constaté le stockage d'une centaine de GRV. Une vingtaine d'entre eux n'était pas vide (moitié ou complètement pleins). De plus, elle ne comportait aucun étiquetage.</p> <p>Par téléphone, l'exploitant a reconnu que ces GRV, non visibles lors de l'inspection précédente, contenaient des produits en mélange, réalisé par ses services, et que leur détention remontait à plusieurs années.</p> <p>Il n'a pas été en mesure de justifier l'origine du contenu de ces contenants alors qu'une traçabilité est exigée via l'article 2 de l'APC du 5 avril 2001 (point de contrôle 8).</p> <p><b>En conséquence, il avait été demandé à l'exploitant de caractériser l'ensemble des contenus de GRV (y compris les fonds de GRV).</b></p> <p>A l'issue de l'inspection, l'exploitant s'était engagé à entreprendre une opération de caractérisation avant élimination.</p> <p>Il a transmis par courriel du 6 décembre 2022 un BSD-20221124-RBNKK91T4 établi pour la prise en charge de 10 GRV pour une quantité estimée de 28 tonnes sur la base d'un code déchet 16 07 09* avec dénomination usuelle : BOUE DECANTEUR.</p> <p><b>Demande 3 : l'exploitant justifiera la démarche et les éléments ayant permis de retenir une dénomination usuelle en "boue decanteur" avec code déchet 16 07 09*.</b></p> <p>Le BSD met en évidence que l'exploitant a revendu ses déchets au négociant OLLI-B ENVIRONNEMENT situé 445 boulevard Gambetta à Tourcoing.</p> <p><b>Demande 4 - TANK transmettra sous 1 mois les éléments qui prouvent qu'il s'est assuré avant l'opération que la société OLLI-B ENVIRONNEMENT était autorisée à acheter les déchets.</b></p> <p>Lors de <u>l'inspection du 6 décembre 2022</u>, il a de nouveau été constaté une dizaine de GRV pleins de matières d'aspects divers : couleur orangée, visqueuse, ... dont la caractérisation n'a pas encore été réalisée.</p> <p>Quelques constats ont été mis en exergue sur la planche photographique en annexe 2.</p> <p><b>NC 12 - L'exploitant doit réaliser une opération de caractérisation exhaustive <u>sous un délai d'un mois</u> puis procéder à leur élimination. Il conservera les justificatifs pour l'ensemble des GRV présents.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois